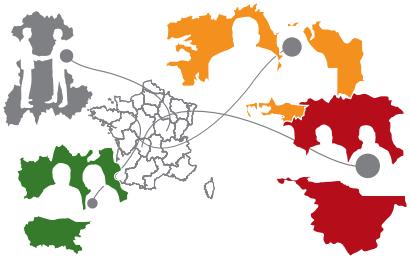


La lettre du **Réseau des territoires pour l'économie solidaire**



Janvier-Mars 2009

## Réponses à la crise...



### Édito

**L'économie solidaire s'impose de plus en plus comme une réalité d'une part, et comme une nécessité d'autre part, face à la violence des crises que nous traversons.**

**Des collectivités locales chaque jour plus nombreuses le comprennent.** À l'origine né de la volonté de municipalités et d'agglomérations, le RTES a été rejoint à partir de 2004 par plus de la moitié des Conseils régionaux, et maintenant par des Conseils généraux.

Cantonnée il y a peu comme une «économie de la réparation», avec des actions pour l'insertion, l'ESS est désormais comprise par les élus et techniciens pour l'immense diversité des champs d'action de cette économie humaine, ancrée dans les territoires.

C'est en cela que la création, par le Conseil général de Dordogne, d'un réseau d'épiceries solidaires, conjugué au développement des circuits courts de produits alimentaires de qualité, entre maraîchers et consommateurs, nous paraît innovante. Cette approche nouvelle dans l'insertion va au-delà de la satisfaction basique des besoins matériels, et prend en compte la dignité de la personne.

**Alors que les questions économiques et sociales sont de plus en plus débattues en tous lieux, nous espérons vous aider à développer et valoriser les potentiels de l'économie solidaire dans vos territoires.**

LE BUREAU DU RTES

Les réponses qui consistent à injecter des milliards en quelques semaines pour garantir le système bancaire ne sont plus adaptées, de même le soutien à bout de bras et à fonds perdu d'un modèle de production et de consommation qui semble s'écrouler chaque jour davantage : en attestent la perte de vitesse de la grande distribution ou la crise sans précédent rencontrée par le secteur automobile, pour ne citer qu'eux. Ce choix de politique de relance est d'autant plus critiquable que, dans le même temps, rien n'est fait pour envisager une conversion de l'économie. Face à une telle situation, nous devons impulser de toute urgence un nouveau modèle de développement, fondé sur la répartition des richesses, la solidarité et la sobriété.

Pour ce faire, changeons de cap et changeons d'échelle en donnant toute leur place aux initiatives d'économie sociale et solidaire qui cherchent à entreprendre, produire, consommer, épargner autrement, de manière plus respectueuse des hommes, de l'environnement et des territoires.

Il est crucial de replacer l'économie territoriale au cœur de l'économie réelle. Pour cela, il faut encourager les relocalisations d'entreprises, favoriser l'emploi local, protéger les commerces de proximité indépendants, l'artisanat, favoriser les circuits courts, développer l'épargne locale, soutenir des secteurs non délocalisables comme le bâtiment, les énergies renouvelables, les services aux personnes, etc.

Mais nous devons également intégrer une limite : l'économie a pris une place démesurée dans nos vies, au détriment des autres dimensions humaines (sociale, familiale, culturelle, sportive, etc.). Le défi est de donner à l'économie toute sa place, mais rien que sa place.

Nous devons donc renverser la perspective : les limites et les contraintes ne sont pas anti-économiques ; nous avons au contraire besoin d'elles pour permettre l'avènement d'une économie réellement plurielle, responsable et solidaire.

Christiane Bouchart  
Présidente du RTES



## SECLIN (NORD)

### Des cyclomoteurs en location à 10€

Dans un souci de qualité de service public rendu à ses habitants et dans le cadre de son Plan local de développement de l'économie sociale et solidaire (PLDESS), la ville de Seclin a mis en place en 2008 un pôle mobilité.

L'objectif est d'apporter une aide aux demandeurs d'emploi privés de moyens de locomotion en proposant des locations de cyclomoteurs. Pour ce faire, la ville de Seclin a passé une convention en partenariat avec l'association AFEJI pour la gestion d'un point relais de location.

Ce service s'adresse aux habitants de Seclin en insertion professionnelle, bénéficiaires du RMI ou en recherche d'emploi, ayant plus de 18 ans. Les personnes intéressées doivent se rapprocher de leur référent (ANPE, CCAS, etc.) et remplir un formulaire transmis à l'association AFEJI qui vérifie la disponibilité des cyclomoteurs, prend contact avec le demandeur pour fixer la date et le lieu de retrait. Moyennant une caution de 77€, le cyclomoteur est loué 10€ par semaine (révisable mensuellement par l'association). Une option location-vente est proposée à l'utilisateur à raison de 65€ par mois pendant un an.

En 2008, année de test, cette action a permis à sept seclinois de bénéficier de ce service. La municipalité a décidé de poursuivre cette expérience en 2009.

Contact : Fanie Allard, chargée de mission  
Agenda 21 - FISAC, Ville de Seclin :  
03 20 62 91 31 - [agenda21@ville-seclin.fr](mailto:agenda21@ville-seclin.fr)  
AFEJI : 03 20 35 10 40

## LILLE

### « Les Potes en Ciel », café associatif pour enfants

Deux mois après son inauguration, le café « Les Potes en Ciel » compte 250 adhérents.

Un beau démarrage pour ce projet porté depuis plus de trois ans par Christine Champale, fondatrice et coordinatrice du café.

Installé à Fives, quartier lillois en pleine rénovation, le café accueille les enfants de 0 à 16 ans (et leurs parents) autour de jeux libres, d'ateliers et d'un bar équitable et bio et fait vivre les valeurs de solidarité, de respect à l'environnement, d'ouverture sur les autres.



Les Potes en ciel, café associatif pour enfants à Lille

C'est donc logique que la délégation à l'économie sociale et solidaire de la Mairie de Lille ait apporté un soutien important, en aidant financièrement le démarrage et en mobilisant d'autres directions concernées (enfance et petite enfance, culture, développement durable, politique de la ville).

À noter qu'un réseau national des cafés s'est mis en place, avec notamment l'historique Cafézoïde à Paris, le Nidouillet à Caen et À l'abord'âge à Nantes.

Contacts : Mairie de Lille: Malika Bohem Monnier, [mbohemmonnier@mairie-lille.fr](mailto:mbohemmonnier@mairie-lille.fr)

En savoir plus sur les cafés associatifs pour enfants: [www.cafezoide.asso.fr](http://www.cafezoide.asso.fr)

## VAL-DE-MARNE

### Forum de l'économie sociale et solidaire à Plaine Centrale : le public entre en scène

Depuis quatre ans, la Communauté d'agglomération de Plaine Centrale Val-de-Marne organise, dans le cadre de son plan de développement de l'économie sociale et solidaire, un forum, temps de rencontres, de sensibilisation et de valorisation des initiatives.

En novembre 2008, plus de 200 personnes ont découvert une autre manière de voir l'économie et sa place dans le lien social, grâce à une approche participative de théâtre-forum animé par les comédiens du Théâtre de l'Opprimé qui ont présenté une série de saynètes sur les thèmes du commerce équitable, de la solidarité internationale, des échanges de savoirs, etc. Le commerce équitable est-il un gadget ou permet-il de rémunérer justement des petits producteurs ? Pourquoi le commerce équitable est-il plus cher ? Les réseaux d'échanges relèvent-ils de la charité ou de la solidarité ? Voici un échantillon de questions sur lesquelles les personnes présentes ont pu débattre en entrant dans la peau de certains personnages pour défendre les valeurs qui leur sont chères.

À l'issue de la représentation théâtrale, le public a été invité par Danièle Cornet, Vice-présidente de Plaine Centrale, à continuer l'approfondissement du débat et la connaissance d'expériences diverses en allant à la rencontre des vingt stands tenus par les acteurs de l'économie sociale et solidaire présents. L'action de la Communauté d'agglomération se poursuit sur 2009 avec le projet de création d'un réseau des structures d'insertion par l'activité économique, l'appui à la création d'un club cigales (Club d'investisseurs pour une gestion alternative et locale de l'épargne solidaire), la mise en place d'une plate-forme de services partagés pour la mobilité, des temps de rencontres et d'échanges avec les porteurs et accompagnateurs de projet de l'économie sociale et solidaire.

Contacts : Communauté d'agglomération de Plaine Centrale Val-de-Marne  
Guénaëlle Bodet, chargée de mission :  
01 41 94 30 63 -  
[gbodet@agglo-plainecentrale94.fr](mailto:gbodet@agglo-plainecentrale94.fr)  
[www.theatredeleopprime.fr](http://www.theatredeleopprime.fr)



Le théâtre-forum solidaire animé par les comédiens du Théâtre de l'Opprimé

# INITIATIVES DES TERRITOIRES



## GRENOBLE

**ARTIS, hôtel d'activités artisanales et solidaires sur l'agglomération grenobloise : une offre multi-activités de qualité**

Depuis 2002, la Métro a requalifié plusieurs friches industrielles en s'associant à Grenoble Habitat avec le soutien de la Région Rhône-Alpes, du Conseil général de l'Isère et du programme européen Feder-Urban. Aujourd'hui, près de 150 entreprises totalisent plus de 1 300 emplois sur 23 hectares. Un programme immobilier mixte de qualité a été engagé : 8 000 m<sup>2</sup> de bureaux et locaux d'activités sont disponibles.

Le Plan de développement de l'économie sociale et solidaire de la Communauté d'agglomération Grenoble Alpes Métropole, a également intégré la construction d'un hôtel d'activités (investissement de 4 M €). Celui-ci regroupe des structures d'insertion par l'activité économique, des entreprises d'économie solidaire coopératives ou associatives et des entreprises artisanales.



ARTIS (Artisanat et Innovation Sociale) améliore les conditions de travail des entreprises (4 000 m<sup>2</sup> disponibles) et respecte leur organisation collective. L'originalité réside dans la complémentarité des entreprises, la dynamique générée par le partage de services et la coopération entre acteurs.

Les activités présentes sont multiples : travail du bois (jouets ou instruments de musique), le déménagement, la communication (web, édition, enseignes) et des éco-activités (isolation thermique, consommation responsable, recyclage vélo).

La réalisation d'ARTIS a permis la mise en œuvre de clauses d'insertion intégrées aux marchés publics. À ce jour, plus de vingt entreprises sont associées à la gestion collective du site, représentant près de 130 emplois dont une trentaine d'emplois d'insertion par l'activité économique. La gestion du site s'articule autour d'une tarification de loyers destinée à équilibrer globalement l'ensemble tout en prenant en compte les contraintes économiques des différents locataires. Une association commune mutualise des moyens et développe de nouveaux projets.

Contact : Yannick Vigignol, responsable du pôle cohésion économique et territoriale : 04 76 59 57 21 - [www.la-metro.org](http://www.la-metro.org)  
[yannick.vigignol@la-metro.org](mailto:yannick.vigignol@la-metro.org)

## Retour sur Poitiers

**Le Conseil régional de Poitou-Charentes a accueilli le 23 janvier, la neuvième journée d'échanges sur le thème « Créez dans l'économie sociale et solidaire ».**

Une centaine de personnes, élus, techniciens de collectivités locales, acteurs de l'ESS, étudiants, ont participé aux travaux. Comment mettre en évidence les dynamiques collectives suscitées par ces accompagnements ? Comment mieux articuler les interventions des différents acteurs pour favoriser la créativité sur un territoire : l'entrepreneur, les structures d'accompagnement, et les politiques publiques ? Rendez-vous sur le site [www.rtes.fr](http://www.rtes.fr) pour un compte-rendu complet de cette journée.

### L'intérêt pour le territoire d'accueil

De telles rencontres ont un intérêt national évident. Cela permet à des entrepreneurs, des associatifs, des chercheurs et des collectivités d'échanger, d'apprendre les uns des autres, de se comprendre en dehors d'un cadre d'urgence ou de relation faussée par un enjeu financier. L'intérêt pour le territoire d'accueil est également important. Des acteurs qui ne se déplaceraient pas à l'autre bout de la France prennent la mesure du vaste champ de l'économie solidaire. Ceci est d'autant plus fort lorsque le thème abordé rejoint concrètement des acteurs territoriaux.

Ainsi, poser ce débat sur l'Entreprendre dans l'ESS quelques mois après la retentissante faillite de la CAMIF particuliers, l'un des fleurons de l'économie sociale régionale était particulièrement approprié. La partici-

pation d'anciens responsables CGT CAMIF aujourd'hui mobilisés pour reconstruire un avenir collectif était appropriée pour mesurer désarroi, sentiment de trahison, et en même temps, volonté de se battre et d'agir avec ceux qui sont prêts à construire une véritable économie solidaire. Les acteurs d'ESS d'aide à la création d'entreprises, toujours fragiles, que ce soit les coopératives d'activités et d'emploi, ou les Boutiques de gestion qui s'organisent à l'échelle régionale, ont trouvé là aussi une occasion de se valoriser et d'envisager des complémentarités.

En mai, le Conseil régional Poitou-Charentes accueille les acteurs de l'ESS agissant sur l'emploi ; il s'agit d'insuffler des dynamiques innovantes dans le document cadre régional pour affronter la crise. Ce document est le fruit d'un important travail avec l'ensemble des acteurs économiques et sociaux de la Région, et adopté sous forme de fiches actions lors de la session de février.

Cette réflexion se fera en lien avec LUX'09, avec la participation active des Pactes Territoriaux.

**Jean-Yves Le Turdu, Conseiller régional Poitou-Charentes, membre du bureau du RTES**

### Témoignage

En tant que porteur de projet, la journée m'a paru dresser un bon panorama des différentes formes que pourra prendre la structure que je m'apprête à créer en Pyrénées-Atlantiques. Les intervenants, les rencontres au détour d'un repas bon et convivial, les contacts, avec lesquelles je pourrai bientôt coopérer m'ont donnée entière satisfaction.  
**Audrey Dejean, 64-Bidart**



J.-F. Macaire, Vice-président du CR Poitou-Charentes, M. Adam, Universitaire



A. Berger, élue de la Ville de Caen



A. Goussault, Vice-président de l'ADRESS Haute-Normandie



G. Paillaud, ex-délégué syndicale CGT CAMIF, C. Bouchart, J.-Y. Le Turdu



## Alimentation, lien social et production locale Les innovations des épiceries solidaires

**Les épiceries sociales et solidaires sont des structures d'aide alimentaire qui s'adressent à des personnes en difficulté financière en affichant un souci de respect de la dignité des personnes. Elles sont également un lieu d'échanges et de création de lien social, et pour nombre d'entre elles, proposent des ateliers d'éducation. Alors, simples nouvelles modalités de l'action sociale traditionnelle, ou outils pertinents de développement local, favorisant l'accès à la citoyenneté, quelle est la place aujourd'hui des épiceries sociales et solidaires ?**

Plus de 7,9 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté en France. Les besoins sont bien réels et nombre de territoires soutiennent la création de projets d'épicerie sociale et solidaire. On compte environ 500 épiceries sociales et solidaires.

Elles ont été créées dans les années 90 pour compléter le dispositif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Au départ, le principe est de permettre à un public exclu des circuits de consommation, de choisir et d'acheter des produits de qualité, à un faible prix en sortant de l'assistance alimentaire classique. Les personnes ont le choix des produits et participent financièrement en payant une quote-part plus ou moins importante sur le prix des produits.

« À l'épicerie, on n'est plus simplement passager et consommateur. On choisit, on paie, et on participe ! ».

### Tour de France de quelques initiatives

#### Chevilly Larue (94)

Expérimenter la qualité alimentaire et la solidarité

À Chevilly Larue, une étude est menée actuellement, en liaison avec ANDES (cf. p. 5), pour la mise en place d'une épicerie solidaire, avec une ouverture prévue dans quelques mois. L'objectif premier selon François Pernigotti, Conseiller municipal, délégué à l'économie solidaire, est une offre alimentaire à prix réduits (notamment pour les fruits et légumes). Cette contribution financière, même symbolique, participe de la dignité des personnes et de la liberté de choix. La proximité des Halles de Rungis doit permettre d'accéder à des produits frais de qualité.

Pour François Pernigotti, cette offre alimentaire est une passerelle vers une action solidaire, beaucoup plus étendue, l'épicerie étant un lieu d'accueil, d'écoute et de partage, qui s'adresse à un public financièrement démunis, sans distinction politique, sociale, culturelle ou religieuse.



Inauguration de l'épicerie Horonia à Wattrelos

Contact : Ville de Chevilly Larue  
François Pernigotti, Conseiller municipal,  
délégué à L'ESS : 01 45 60 18 03  
[www.ville-chevilly-larue.fr](http://www.ville-chevilly-larue.fr)

#### Wattrelos-Leers (59)

L'épicerie Horonia, un micro-projet entre développement local et citoyenneté

Le projet de l'épicerie solidaire est né de deux réflexions parallèles des services du Conseil général du Nord (Unité territoriale de prévention et d'actions sociales : UTPAS Wattrelos-Leers) et d'une mobilisation d'habitants des quartiers de la Mousserie et de la Martinoire.

Dans un contexte d'importantes difficultés socio-économiques (dégradation de l'emploi, augmentation du nombre d'allocataires de RMI, mauvais indice de la santé, augmentation du nombre de demandes d'aides de subsistance, etc.), un groupe d'habitants sensibilisés à la pauvrisation de leur quartier, crée alors l'association « HORONIA », pour aider des familles à lutter contre la solitude et l'exclusion en proposant des produits de première nécessité à moindre coût.

De son côté, l'UTPAS souhaitait mettre en œuvre un nouveau dispositif pour enrayer le processus existant d'assistanat

non satisfaisant. Ses travailleurs sociaux proposent donc de monter un projet d'épicerie solidaire. Ces deux parties ont décidé de travailler ensemble pour mener à bien ce projet. Le comité de pilotage de démarrage de la démarche conjointe de l'épicerie eut lieu le 5 janvier 2006. Depuis, le dossier est co-porté par l'association HORONIA, le département et les villes de Wattrelos et de Leers. Il est à noter enfin qu'outre un accompagnement par les équipes de la Direction de l'Action économique et du CCAS de la ville de Wattrelos, le Conseil général du Nord finance un poste de coordinateur social.

Contacts : Horonia, rue Beaurepaire,  
Wattrelos : 03 20 72 99 51  
[Oumou N'Diaye - horonia@orange.fr](mailto:Oumou.N'Diaye@orange.fr)  
Ville de Wattrelos  
[delphine.skalski@ville-wattrelos.fr](mailto:delphine.skalski@ville-wattrelos.fr)



Visite d'Horonia à Wattrelos dans le cadre des Rencontres Métropolitaines de l'ESS

#### Lyon

La Passerelle Eau de Robec, un outil pour « Mieux vivre ensemble »

Née il y a sept ans sur la ville de Lyon, l'épicerie sociale et solidaire « Passerelle Eau de Robec », a pour objet de soutenir les personnes en difficulté et de créer du lien social dans une démarche de solidarité entre bénéficiaires et habitants du quartier.



Le projet est soutenu financièrement par la délégation à l'économie sociale et solidaire.



L'association propose :

- Une aide alimentaire directe adressée aux personnes en précarité via une épicerie qui propose des fruits et légumes, des produits d'épicerie et d'hygiène à moins de 50% en moyenne du prix du marché.
- La définition d'un objectif pour chaque bénéficiaire contractualisé avec l'association lors de l'adhésion ou du renouvellement du dossier.
- Des ateliers d'éducation à la santé nutritionnelle.
- L'ouverture de l'épicerie à des adhérents solidaires, qui se traduit par l'ouverture de la vente à une gamme de produits définis, issus du commerce équitable, bio et du territoire, avec la création d'une association « Pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne ».

**Contacts : Ville de Lyon**  
**Guylaine Gouzou-Testud,**  
**Adjointe à l'économie sociale et solidaire**  
**Myriam Carbonare, chargée de projets ESS,**  
**myriam.carbonare@mairie-lyon.fr**  
**04 26 99 65 02 - www.lyon.fr**

**Passerelle Eau de Robec : Sophie Robert,**  
**asso@eauderobec.org - 04 72 87 07 16**  
**www.eauderobec.org**

## Bourg en Bresse

### « Au Marché Comté », développement d'un marché paysan

L'association « Au marché Comté » a voulu élargir son activité d'épicerie solidaire autour d'un rapprochement du monde citadin et du monde rural. Ce souhait a abouti à :

- La création d'un marché ponctuel tenu par des producteurs fermiers de l'Ain en direction des utilisateurs de l'épicerie et d'une clientèle de coopérants (salariés, bénévoles et leurs proches).
  - Des rencontres et échanges construits entre les femmes « des villes », utilisatrices de l'épicerie et des quartiers, et les femmes « des champs » : ces moments s'organisent autour de la vie dans le quartier et la vie à la ferme : culture, cueillette, fabrication, atelier culinaire autour d'échanges de savoirs, tables d'hôtes en allers et retours.
- D'après J.-B. Chiodi du GESRA (cf. p. 6).

## Le travail en réseau, une nécessité

Au-delà de leur diversité d'histoires et de fonctionnement, les épiceries solidaires sont aujourd'hui confrontées à deux problèmes :

- La professionnalisation : l'amélioration de la qualité du service et de l'accompagnement des familles, qui passe par la formation des bénévoles et des salariés, la mutualisation des bonnes pratiques et l'évaluation est souvent assurée par des bénévoles ; les moyens manquent pour recruter des personnes qualifiées ; le partenariat avec les travailleurs sociaux est encore complexe.



Épicerie solidaire (marché paysan)  
à Bourg-en-Bresse - GESRA

- L'approvisionnement : on assiste à une concurrence parfois exacerbée entre associations. Cette question d'approvisionnement renvoie plus largement à la difficulté pour ces structures de travailler ensemble, de s'échanger des produits, et de pouvoir mutualiser les aspects commerciaux et logistiques.



Des réseaux se mettent en place à l'échelle nationale, avec ANDES ou régionale avec par exemple le GESRA en Rhône-Alpes

## ANDES, réseau national

Crée en 2000, l'association nationale de développement des épiceries solidaires (ANDES) soutient le développement des épiceries sociales et solidaires sur l'ensemble du territoire national. Elle met en place divers services pour ses 60 adhérents et pour les collectivités locales (conseils, accompagnement, à la création, actions, rencontres nationales, etc.).

Par exemple, pour favoriser les habitudes alimentaires et renforcer le rôle de la « parentalité », ANDES a créé des ateliers cuisine conviviaux, intergénérationnels, « la Compagnie des Gourmands ».

Aujourd'hui, une douzaine d'épiceries solidaires adhérentes participent de cette démarche (cf. HORONIA p. 4). En avril 2008, le Potager de Marianne a été lancé, avec d'autres grands réseaux de l'aide alimentaire, pour assurer un approvisionnement en fruits et légumes frais, à moindre coût, sur la région Ile-de-France. ANDES a mis en place sur le MIN de Rungis un atelier-chantier d'insertion dans le but de distribuer cinq tonnes de fruits et légumes issues de la valorisation des invendus du MIN ou achetés directement auprès des grossistes. Quatorze salariés en insertion construisent par ce biais une étape de leur parcours social et professionnel. La duplication du Potager de Marianne sur Perpignan, Cavaillon et Nantes est envisagée.

ANDES a démarré un nouveau programme expérimental d'approvisionnement des épiceries en se rapprochant de grandes enseignes de la distribution ; en 2008, sur la Région Ile-de-France, six régions-test ont été retenues : Nord-Pas-de-Calais/Picardie, Midi-Pyrénées /Aquitaine, Pays-de-Loire, Rhône-Alpes et Poitou-Charentes).

Les épiceries reçoivent une enveloppe proportionnelle au nombre de leurs bénéficiaires (115€ par foyer à l'année) et sur une gamme de 150 produits conformes à un cahier des charges nutritionnel, elles s'approvisionnent selon trois modes : bons d'achats Carrefour, ventes à terme Champion, chèques d'achat à destination de circuits courts (enseignes ou producteurs locaux). Le montant de la revente par l'épicerie est fixé à hauteur de 20 % maximum



du prix marchand permettant de réutiliser ces fonds pour l'achat de produits, d'hygiène entre autres. Enfin, ANDES a créé un outil spécifique garantissant la « traçabilité » des denrées alimentaires vendues dans les épiceries adhérentes et ce, au regard de la réglementation en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007. Un logiciel gère dans sa totalité l'épicerie tout en créant une base permettant d'éditer des statistiques anonymes. Cet outil permet la traçabilité complète des produits, du producteur au transformateur et au consommateur et d'offrir de meilleures réponses aux publics bénéficiaires.

Contact : Guillaume Bapst,  
pôle direction : 01 44 24 09 30  
[infos@epiceries-solidaires.org](mailto:infos@epiceries-solidaires.org)  
[www.epiceries-solidaires.org](http://www.epiceries-solidaires.org)

## GESRA en Rhône-Alpes

Le GESRA (Groupement des épiceries solidaires de Rhône-Alpes) est né sous forme associative en 2004 à l'initiative de huit épiceries de la Région. Il compte actuellement une vingtaine d'adhérents, se reconnaissant dans une charte commune autour de valeurs de citoyenneté.

### Le GESRA anime 3 chantiers principaux :

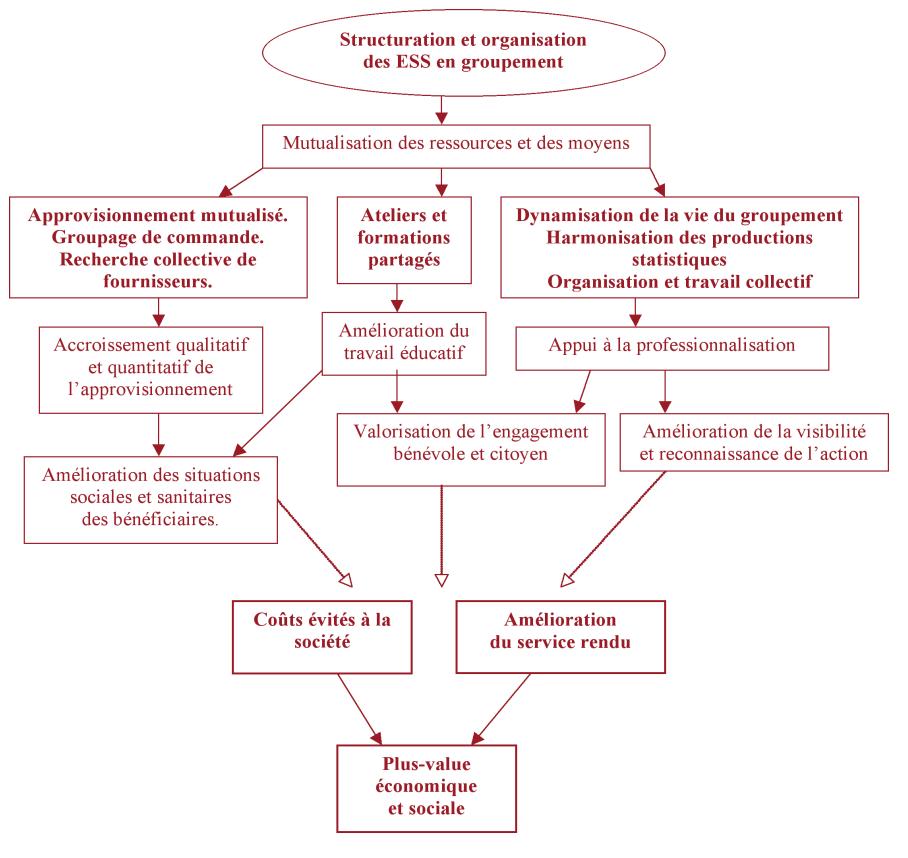
- La dynamisation et la vie du groupement, avec notamment l'organisation de rencontres régionales annuelles, la communication interne et externe, une fonction « observatoire ».
- Une aide à la professionalisation des structures adhérentes et la mise en place d'ateliers mutualisés : par exemple la mise en place d'ateliers communs, l'intervention de partenaires professionnels pour les structures ne proposant pas d'ateliers, et l'organisation de rencontres de mise en commun pour les salariés et les bénévoles.
- La mutualisation de l'approvisionnement.  
À noter : dans le cadre d'un emploi tremplin, le GESRA a créé un poste de coordination pour son développement.

Contact : Jean-Baptiste Chiodi,  
coordinateur du GESRA  
06 68 91 26 01 - [gesra@gesra.org](mailto:gesra@gesra.org)  
[www.gesra.org](http://www.gesra.org)



ANDES Rungis « Le potager de Marianne »

### SCHEMATISATION DE L'ACTION DU GESRA





## Dordogne

Vers un premier réseau départemental d'épiceries solidaire sous forme de Scic

Le Conseil général de Dordogne impulse la création d'un réseau d'épiceries solidaires, qui sera constitué en société coopérative d'intérêt collectif (Scic). Ces commerces ouverts à tous publics proposeront des produits alimentaires de qualité issus de la production locale au prix du marché; lors du passage en caisse, les personnes recommandées par les services sociaux se verront appliquer une réduction sur le montant à payer. « Le but est de créer une vraie mixité sociale, d'autant plus que, volontairement, les épiceries seront implantées hors des quartiers dits sensibles. »

Ce projet devra favoriser le développement économique d'un territoire très rural, en privilégiant les filières courtes solidaires (consommation responsable) : production venue de jardins d'insertion ou d'exploitations en difficulté. Les employés seront recrutés parmi des personnes éloignées de l'emploi : la Scic sera labellisée « Entreprise d'insertion ». Des partenariats avec les associations locales d'aide alimentaire seront encouragés, ainsi pour le partage d'une plateforme de stockage et de transformation.

Courant 2009, les premières épiceries ouvriront à Périgueux, Coulounieix-Chamiers et Boulazac. Le coût de ce lancement est d'un montant de 600 000 €, une augmentation progressive des capacités d'autofinancement des structures est attendue. À terme, dix épiceries pour environ quinze postes en insertion sont prévues avec des retombées économiques indirectes en matière d'emploi et de production agricole locale.

**Contacts :** Conseil général de Dordogne  
Mireille Bordes, Vice-présidente,  
Shirine Josset, chargée de mission  
économie sociale et solidaire :  
05 53 45 48 21 - [www.cg24.fr](http://www.cg24.fr)

## Caudry

Communauté de Communes  
du Caudrésis - Nord  
Groupement d'achat collectif,  
alimentation et lien social

Parmi les initiatives répondant à l'accès à l'alimentation pour les familles, on peut noter celle de la création d'un groupement d'achats collectifs.



CODES - Comité de développement du Cambrésis

Une première expérimentation s'est déroulée sur le Caudrésis (Nord) en 2004. À partir d'une réflexion sur l'aide alimentaire, un collectif d'acteurs de l'économie solidaire a proposé à quatre structures accueillant des familles concernées (une association d'insertion sociale, une association de production agricole bio, un centre social, un réseau d'échange réciproque de savoirs, etc.) de réfléchir ensemble à cette question. Des rencontres ont été organisées dans chacune avec des familles volontaires pour exprimer leurs difficultés et les moyens qu'elles employaient pour y faire face (hard discount, restos du cœur, fin de marchés, autoproduction, etc.).

Réunies ensemble, il leur a été proposé de connaître différentes initiatives françaises et internationales, parmi lesquelles

celle de personnes se regroupant pour acheter ensemble à un prix de gros des produits alimentaires. Cette idée a été retenue comme piste de travail. Ciblage des produits, recherche de grossistes et producteurs intéressés, organisation des commandes et des livraisons, facturation et répartition ont été progressivement auto-gérés par les familles avec l'accompagnement du collectif et des structures relais. Légumes et fruits frais, produits laitiers, viandes et volailles font l'objet d'un achat groupé mensuel, complémentaire aux autres modes d'approvisionnement ou de restauration sociale.

Cette démarche d'implication collective a des effets induits positifs non seulement sur la question alimentaire mais aussi sur la recréation d'un lien social autour de problèmes trop souvent vécus comme purement individuels. Suite à cette action qui perdure, une nouvelle initiative a été engagée sur le Cambrésis.

Guy Michel, Agence de développement des services de proximité

**Contact :** [codesducambresis@wanadoo.fr](mailto:codesducambresis@wanadoo.fr)

**Vous pourrez retrouver les coordonnées de l'ensemble de ces initiatives et des informations complémentaires sur le dossier thématique disponible sur le site du RTES : [www.rtes.fr](http://www.rtes.fr)**



ANDES Rungis « Le potager de Marianne »



Pour nos adhérents et futurs adhérents, le réseau se renforce. En plus du poste de chargée de mission occupée par Bérénice Dondyne, est créé un poste de déléguée générale, pour lequel Anne-Laure Federici vient d'être recrutée.

Journées d'échanges, programme de formation, lettre trimestrielle papier, newsletter mensuelle, site internet, autant d'actions et d'outils renouvelés et développés en 2009.

## Actualités

### Retour sur la formation du 26 mars 2009 « Économie sociale et solidaire et Commande publique »

Cette session accueillie convivialement par le Conseil régional Ile-de-France a permis à 35 participants de bénéficier de l'intervention de Patrick Loquet, maître de conférence en droit, consultant et expert national sur les clauses sociales dans les marchés publics. Une dynamique de groupe s'est instaurée très vite alliant des échanges d'expériences (Ville de Lyon, Ville de Paris, etc.), la mise à jour des connaissances et une analyse du rôle des chargé(es) de mission « Économie sociale et solidaire » auprès des élus et des différents services. Des scénarios de coopération territoriale sur le champ de la commande publique au sens large ont pu être dégagés. La diversité des participants a enrichi le débat. Une journée et demie sera organisée à Lyon en octobre 2009 sur les thèmes des clauses environnementales et de l'achat responsable dans les collectivités locales.

## Publications récentes

### Produire de la richesse autrement

Usines récupérées, coopératives, microfinances... autant de révolutions silencieuses de par le monde, impulsées par la nécessité de survivre. Militant(e)s du Cercle d'auto promotion pour un développement durable au Bénin ou des coopératives Mondragon en Espagne, ouvriers de l'usine récupérée Zanon en Argentine, etc. Ils et elles initient des laboratoires d'alternative sociale, produisent autrement sans attendre une situation politique favorable.

Éditions Cetim, 6 €. Commande en librairie, distributeur en France : Collectif des Éditeurs indépendants, 37 rue de Moscou 75 008 Paris, fax : 01 45 41 16 74 - [cetim@bluewin.ch](mailto:cetim@bluewin.ch)

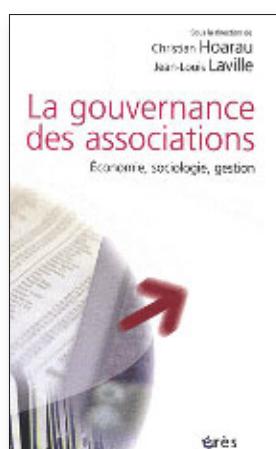


### La gouvernance des associations

Sous la direction de Christian Hoarau et Jean-Louis Laville.

La gouvernance des entreprises est un thème largement traité, aborder celle des associations est une innovation. Ouvrage étayé par des exemples avec des outils concrets.

Éditions Érès. Collection « Sociologie Économique », 25 euros.



## À vos agendas !

- 22 au 25 avril**  
**Lux'09, 4<sup>e</sup> Rencontres Internationales « Globalisation de la solidarité ».**  
[www.lux09.lu](http://www.lux09.lu)

- 22 juin**  
**Journée de Formation du RTES « L'évaluation des politiques publiques d'ESS »**

Animée par Hélène Combe, de l'Observatoire de la Décision Publique, Paris

- 1<sup>er</sup> juillet**  
**Assemblée générale du RTES**  
À Châlons en Champagne
- 2 juillet**  
**10<sup>e</sup> journée d'échanges et de débats « Finances solidaires et développement économique des territoires »**

En partenariat avec le Conseil régional Champagne-Ardenne.

### Les nouveaux adhérents en 2009

Communauté d'agglomération de Pau Pyrénées • Conseil Général du Val-de-Marne • Lille Métropole Communauté Urbaine • Ville de Bergerac • Ville de Fresnes • Ville de Pessac

## Liste des adhérents

Communauté d'Agglomération Dijonnaise • Communauté d'Agglomération Grenoble Alpes Métropole • Communauté d'Agglomération de Plaine Centrale Val-de-Marne • Communauté d'Agglomération de Pau Pyrénées • Communauté d'Agglomération de Plaine Commune • Communauté d'Agglomération de Poitiers • Communauté d'Agglomération de Rennes Métropole • Communauté d'Agglomération du Sicoval • Communauté de Communes du Val de Drôme • Communauté Urbaine Le Creusot Montceau Les Mines • Communauté Urbaine de Nantes • Lille Métropole Communauté Urbaine • Conseil Général de Dordogne • Conseil Général du Val-de-Marne • Conseil Régional de Bretagne • Conseil Régional de Bourgogne • Conseil Régional de Champagne Ardenne • Conseil Régional de Haute-Normandie • Conseil Régional d'Ile-de-France • Conseil Régional du Languedoc Roussillon • Conseil Régional de Midi-Pyrénées • Conseil Régional du Nord-Pas-de-Calais • Conseil Régional de Paca • Conseil Régional des Pays-de-Loire • Conseil Régional de Poitou-Charentes • Conseil Régional de Picardie, Conseil Régional de Rhône-Alpes • Département de Paris • Ville d'Argentan • Ville d'Audincourt • Ville d'Aulnay-sous-Bois • Ville de Bergerac • Ville de Champigny-sur-Marne • Ville de Chevilly Larue • Ville de Cherbourg-Octeville • Ville de Fresnes • Ville de Grenoble • Ville de Lille • Ville de Lyon • Ville de Pantin • Ville de Pessac • Ville de Saint-Denis • Ville de Saint Fargeau Ponthierry • Ville de Seclin • Ville de Villeneuve d'Ascq • Ville de Wattrelos.

Illustration en page 1 :  
ANDES Rungis « Le potager de Marianne »

Direction de publication :  
Christiane Bouchart  
Rédaction : Anne-Laure Federici,  
déléguée générale  
06 61 17 94 90 - [alfederici@rtes.fr](mailto:alfederici@rtes.fr)  
Bérénice Dondyne, 05 62 88 26 51  
[animation@rtes.fr](mailto:animation@rtes.fr)  
Charte graphique : Yann Montigné  
[www.hauteurdx.com](http://www.hauteurdx.com)  
Mise en page : Jean-Marc Pubellier  
[marcpub@wanadoo.fr](mailto:marcpub@wanadoo.fr)  
Impression : Artésienne  
sur papier recyclé Cyclus Print



Le site du RTES fait peau neuve ! De nouvelles rubriques, des actualités, des vidéos !

N'hésitez pas à communiquer sur vos projets et à proposer des contenus thématiques.

La prochaine lettre du RTES paraîtra en juin. À vos plumes !